



**PRÉFET  
DE L'AISNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire n° IC/2024/207  
fixant des prescriptions complémentaires à la  
société KUEHNE + NAGEL implantée sur la  
commune de VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN**

**Le Préfet de l'Aisne,**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1 et suivants ;

**VU** le décret du Président de la République du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, préfet de l'Aisne ;

**VU** le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°IC/2018/015 du 20 janvier 2018 autorisant la société KUEHNE + NAGEL à étendre l'activité de stockage exploitée à Villeneuve-Saint-Germain ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°IC/2020/153 du 21 septembre 2020 mettant à jour la situation administrative de l'établissement suite au renoncement de l'exploitant à son projet d'extension ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°IC/2022/262 du 29 décembre 2022 mettant à jour la situation administrative de l'établissement et les garanties financières ;

**VU** l'arrêté n°2024-55 du 28 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

**VU** le porter à connaissance relatif aux solides inflammables transmis au préfet par courrier du 27 décembre 2023 par la société KUEHNE + NAGEL ;

**VU** le porter à connaissance relatif aux alcools de bouche transmis au préfet par courrier du 8 juillet 2024 par la société KUEHNE + NAGEL ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2024 ;

50, boulevard de Lyon  
02011 LAON Cedex  
Service Environnement/Pôle ICPE



Préfet de l'Aisne



@Prefet02



Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**VU** la consultation du public par voie électronique du mardi 8 octobre 2024 au mercredi 23 octobre 2024 ;

**VU** l'absence d'avis en retour de la consultation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 8 au 23 octobre 2024 ;

**VU** l'envoi du projet d'arrêté préfectoral complémentaire au pétitionnaire en date du 04 novembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la capacité de stockage de solides inflammables relevant de la rubrique 1450 envisagé n'entraîne pas de modification du régime de classement de l'établissement au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de stockages d'alcool de bouche sous la rubrique 4755 a fait l'objet d'une décision au cas par cas ne nécessitant pas une évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient que le projet soit porté à la connaissance du public par la procédure de participation par voie électronique, du fait que le stockage d'alcool de bouche est une nouvelle activité même si les effets en cas d'incendie des cellules destinées à stocker les alcools n'entraînent pas d'effets dangereux à l'extérieur du site ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification des conditions d'exploitation ne sont pas jugées substantielles au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient en conséquence de prendre des prescriptions additionnelles dans les termes prévus à l'article R.181-45 du code de l'environnement afin d'adapter les prescriptions imposées par les arrêtés préfectoraux des 20 janvier 2018, 21 septembre 2020, 29 décembre 2022 susvisés et assurer ainsi la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

**CONSIDÉRANT** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral associé à la PPVE n'avait pas pris en compte l'antériorité des cellules B à G ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions applicables aux installations situées ZAC des Etomelles - Avenue Flandres Dunkerque 1940 à Villeneuve-Saint-Germain, et exploitées par la société KUEHNE + NAGEL, sont modifiées comme suit :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées, remplacées, complétées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) référence des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire IC/2022/262 du 29 décembre 2022	Article 2	Remplacé par l'article 2 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire IC/2022/262 du 29 décembre 2022	Annexe I	remplacée par l'annexe I du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire IC/2020/20 du 20 janvier 2018	Article 4.2.4	Modifié par l'article 3 du présent arrêté
	Article 8.2.7.2	Modifié par l'article 4 du présent arrêté
	Article 8.2.8.3	Remplacé par l'article 5 du présent arrêté
	Article 8.2.8.4	Remplacé par l'article 6 du présent arrêté

## ARTICLE 2: LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Autorisation
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Autorisation
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Autorisation
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Autorisation
1450	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques	Autorisation

RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.	Autorisation
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classées, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.	Enregistrement
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Enregistrement
1436	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de).	Déclaration
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW .	Déclaration
2910	Installation de combustion qui consomme exclusivement du gaz naturel et dont la puissance est supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW	Déclaration avec contrôles périodiques
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.	Déclaration avec contrôles périodiques
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	Déclaration

### ARTICLE 3 : Milieu et point de rejet.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est muni d'un dispositif aménagé afin de permettre la constitution d'échantillons représentatifs. Ce dispositif maintenu propre, est aisément accessible pour les opérations de prélèvements et de mesure. Les eaux pluviales de voiries des cellules A à G sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du Soissonnais.

Les eaux pluviales de toiture des cellules A à G sont collectées et dirigées vers la réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> située au Nord du site. Les eaux pluviales de toiture et de voiries de la cellule H passent au préalable par le bassin de rétention des eaux incendie de 2890 m<sup>3</sup> avant de rejoindre le réseau d'eau de voirie en amont du séparateur.

La surverse de la réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> rejoint le même émissaire que les eaux pluviales de voirie, en aval du séparateur à hydrocarbures, avant rejet dans le réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du Soissonnais.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

#### **ARTICLE 4 : Zone de collecte**

La division en zone de collecte de 500 m<sup>2</sup> mentionnée à l'article 8.2.7.2 stockage de liquides inflammables de l'arrêté complémentaire du 20 janvier 2018 ne s'applique pas à la cellule B.

#### **ARTICLE 5 : Matières inflammables.**

Les matières relevant des rubriques 1436, 1450, 4330, 4331, sont entreposés dans des cellules ne comportant pas des matières dangereuses relevant d'autres rubriques. Elles peuvent cependant recevoir des produits de consommation courante tels que mentionnés à l'article 1.2.2 de l'arrêté complémentaire du 20 janvier 2018 sous réserve de l'absence d'incompatibilité au stockage.

Les palletiers sont pourvus sur chaque niveau de stockage de produits inflammables d'un platelage bois afin de favoriser le déclenchement de l'installation d'extinction automatique.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage ou d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles (volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L) est limitée à 6,18 m par rapport au sol intérieur (niveaux 00, 10, 20).

#### **ARTICLE 6 : Matières dangereuses pour l'environnement.**

Les matières relevant des rubriques 4510, 4511, sont entreposés dans des cellules ne comportant pas des matières dangereuses relevant d'autres rubriques. Elles peuvent cependant recevoir des produits de consommation courante tels que mentionnés à l'article 1.2.2 de l'arrêté complémentaire du 20 janvier 2018 sous réserve de l'absence d'incompatibilité au stockage, des produits classés 4755 (TAV < 60°C) et les palettes de matières dangereuses destinées au picking dans la limite de 2 palettes maximum par référence.

Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage ou d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

#### **ARTICLE 7 : Dispositions applicables à la cellule B de liquides inflammables.**

Les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1 de l'arrêté ministériel du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

## Article 7.1 Prescriptions applicables.

L'installation est considérée comme régulièrement mis en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les annexes I et II ne sont pas applicables.

L'annexe III de l'arrêté ministériel sus-nommé est applicable selon les modalités particulières précisées dans le tableau suivant :

Article concerné	Modalités particulières d'application de certains articles
I	En ce qui concerne l'article I.4, les dispositions applicables aux installations existantes sont celles définies respectivement aux articles III-9, III-12 et VI-4 de l'arrêté ministériel ou aux articles III-7, III-13 et VI-5 de l'arrêté ministériel. Les autres dispositions sont applicables.
II.1	Les dispositions du II.1 sont remplacées par les dispositions suivantes de l'annexe 4.
II.2	La disposition relative à la hauteur de la clôture n'est pas applicable aux installations existantes, aux extensions ou modifications de ces installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles construites dans un site existant au 1 <sup>er</sup> janvier 2021. Les autres dispositions du présent article sont applicables aux installations existantes à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
II.3 I	Les dispositions du point I. sont remplacées par les dispositions suivantes : « Les installations disposent en permanence d'un accès positionné de telle sorte qu'il soit toujours accessible pour permettre l'intervention de services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent. Le cas échéant, si un arrêté préfectoral pris à la date de publication du présent arrêté prévoit deux accès, l'exploitant s'assure du respect de cette prescription. »
II. 3 II	Les dispositions des deux premiers alinéas sont applicables. Les dispositions du troisième alinéa sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023
II. 3 III	Les dispositions du III. ne sont pas applicables aux installations existantes, aux extensions ou modifications de ces installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles construites dans un site existant au 1 <sup>er</sup> janvier 2021.
II.4	Ces dispositions ne sont pas applicables
III.1	Ces dispositions sont applicables, selon les conditions définies dans l'article III.1
III.2	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
III.3	Les dispositions définies à l'annexe V sont applicables aux installations existantes à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026 en lieu et place des dispositions de l'article III.3. Néanmoins, cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2021, ces dispositions sont applicables à l'extension.
III.4	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
III.5	L'alinéa suivant est applicable au 1 <sup>er</sup> janvier 2026 : « Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil ».  Le dernier alinéa du point I n'est pas applicable aux installations existantes.  Les autres dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
III.6	« Les dispositions du I ne sont pas applicables aux installations existantes. Les dispositions des points II et III sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
III.7	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2026

III.8	<p>Un dispositif de détection conforme aux dispositions du III.4 est mis en place à compter du 1er janvier 2026. Les autres dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes.</p> <p>Néanmoins, en cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, ces dispositions sont applicables à l'extension.</p>
III.9	Ces dispositions sont applicables au 1er janvier 2026.
III.10	Ces dispositions sont applicables au 1er janvier 2026.
III.11 - I	<p>Ces dispositions sont applicables aux rétentions construites après le 1er janvier 2013, à l'exception du 4ème tiret du I.</p> <p>Ces dispositions sont applicables aux rétentions construites après le 1er janvier 2021.</p>
III.11-II, III	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
III.11 - IV	Ces dispositions sont applicables.
III.12	<p>Les dispositions des points I, II, IV, V et VI sont applicables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions du point III sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>" Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention calculé en application du I. ou du II. du présent article est majoré pour contenir également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume des eaux d'extinction. L'exploitant prend en compte le volume nécessaire à la lutte contre l'incendie, déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté, ou une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction.</li> </ul> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2026. "</p>
III.13 I et II	<p>Les dispositions définies à l'annexe V sont applicables aux installations existantes à compter du 1er janvier 2026 en lieu et place des dispositions des points I et II.</p> <p>Néanmoins, en cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, les dispositions des points I et II sont applicables à l'extension.</p>
III.13 III	<p>Les dispositions du point III ne sont pas applicables aux installations existantes.</p> <p>En cas de modification ou extension de ces installations comprenant une nouvelle cellule ou un nouveau stockage couvert portée à la connaissance du préfet à compter du 1er janvier 2021, Les dispositions du point III sont applicables à l'extension.</p>
III.14	<p>Les dispositions des I. à VII sont applicables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions du point VIII ne sont applicables.</p>
III.15	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
III.16	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
III.17	<p>Les dispositions de l'article III.17 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« Les tuyauteries existantes au 1er janvier 2021, situées à l'intérieur des rétentions mais étrangères à leur exploitation, sont tolérées sous réserve de la possibilité de les isoler</p>

	<p>par des dispositifs situés en dehors de la rétention. Ces dispositifs d'isolement sont identifiés et facilement accessibles en cas d'incendie de rétention. Leur mise en œuvre fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Les nouvelles tuyauteries tant aériennes qu'enterrées, les canalisations électriques ainsi que les pompes de transfert de liquide inflammable qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la rétention ou à sa sécurité sont exclues de celle-ci.</p> <p>Les dispositions du 1er alinéa sont applicables au 1er janvier 2026.</p> <p>Les dispositions du second alinéa sont applicables. »</p>
IV.1	Ces dispositions sont applicables.
IV.2 à IV.3	Ces dispositions sont applicables au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
IV.4	Ces dispositions sont applicables.
IV.5 – 1	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
IV.5 – 2	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
IV.6	Ces dispositions sont applicables
V.1	Ces dispositions sont applicables.
V.2	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
V.3 à V.5	Ces dispositions sont applicables.
VI.1	L'exploitant élabore la stratégie incendie au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
VI.2	<p>Les dispositions des points IV et XII sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021.</p> <p>Les travaux identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie en application des autres points de l'article VI.2 sont réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p>
VI.3	<p>« Les dispositions du premier alinéa sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>« Les dispositions du deuxième alinéa sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2023. »</p>
VI.4	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
VI.5	<p>Les dispositions des points I et II sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.</p> <p>Les dispositions définies à l'annexe V sont applicables aux installations existantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 en lieu et place des dispositions du point II.</p> <p>Les dispositions du point III ne sont pas applicables.</p>
VI. 6	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
VI.7	Ces dispositions sont applicables à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
VI.8	<p>Ces dispositions sont applicables.</p> <p>Dans le cas où l'exercice n'a été mené dans les 3 dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2023.</p>
VII.1	Ces dispositions ne sont pas applicables.

**Article 7.2 Annexe V de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux stockages de récipient mobile de liquides inflammables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

Les cellules de liquides inflammables dans lesquelles sont présentes en quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube des liquides inflammables, en contenants fusibles, non miscibles à l'eau, de mention de danger H224, H225, H226 ou les déchets liquides inflammables HP3 sont conformes aux dispositions du point A, ou du point B, ou du point C à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**A.** La structure des cellules de liquides inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3 de l'AM du 24/09/2020.



Pour l'application des dispositions de l'article III.3 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par « les arrêtés ministériels du 21 novembre 2002, du 14 février 2003 et du 22 mars 2004 » applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.

Un système d'extinction automatique d'incendie à mousse, ou tout autre système d'extinction automatique permettant un niveau d'efficacité équivalent, est mis en place et dimensionné de manière à considérer, d'une part, le caractère miscible à l'eau des liquides inflammables stockés, et d'autre part les caractéristiques du drainage et dispositifs de collecte existants.

A chaque récipient ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 50 % de la capacité totale des récipients mobiles associés ;
- 20% du volume des liquides stockés dans la cellule auquel s'ajoute le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Le volume nécessaire est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, le volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chaque stockage associé. La rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article VII.1. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention déportée sont conformes aux dispositions de l'article III-14 de l'AM du 24/09/2020 relatif aux rétentions déportées

**B.** La structure des cellules inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3 de l'AM du 24/09/2020.

Pour l'application des dispositions de l'article III.3 de l'AM du 24/09/2020 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par « les arrêtés ministériels du 21 novembre 2002, du 14 février 2003 et du 22 mars 2004 » applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.

Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 de l'AM du 24/09/2020.

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 de l'AM du 24/09/2020 relatif aux rétentions déportées.

**C.** Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un système de drainage des produits et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 de l'AM du 24/09/2020.

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées.

Un système d'extinction automatique d'incendie est mis en place dans chaque zone de collecte contenant des liquides inflammables ou des liquides et solides liquéfiables combustibles.

**ARTICLE 8 : Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié applicables aux installations existantes soumises à enregistrement.**

L'installation est considérée comme régulièrement mis en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 pour les cellules B à G et le local palettes (arrêté 18/11/2002), et entre le 17 avril 2010 et 1 juillet 2017 (arrêté d'autorisation du 27 mars 2015).

Les prescriptions applicables aux cellules B à G sont celles de l'annexe V point I de l'arrêté ministériel sus-nommé. Sans préjudice des dispositions déjà applicables, seules les dispositions des points 1, 2.III (sauf le dernier alinéa), 3.1, 3.5, 8, 9, sauf alinéas 7 à 9, 12, 13, 14, alinéa 4, 15 (sauf alinéas 2 et 4), 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 de l'annexe II du présent arrêté sont applicables en tenant compte des modalités particulières d'application définies au II ci-dessous pour le point 12 et 13 de l'annexe II. L'alinéa 4 du point 16 de l'annexe III n'est applicable qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les dispositions du point III (sauf le dernier alinéa) du point 2 de l'annexe II sont applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.

Les dispositions du point 28 sont applicables dans les conditions définies au point 28 de l'annexe II.

Les prescriptions applicables aux cellule A et H sont celles de l'annexe V point II de l'arrêté ministériel sus-nommé, pour les installations d'un volume supérieur ou égal à 300 000 m<sup>3</sup> dont la demande d'autorisation a été présentée entre le 17 avril 2010 et le 1<sup>er</sup> juillet 2017, les dispositions des articles du présent arrêté sont applicables, à l'exception de celles mentionnées dans le tableau ci-après pour lesquelles des conditions particulières d'application sont précisées dans le même tableau.

Point concerné de l'annexe II	MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS
2	A l'alinéa "Les distances sont au minimum soit celles calculées à hauteur de cible pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration de stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt , partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Ces distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG

	<p>(référéncée dans le document de l'INERIS Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt , partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire" se substitue l'alinéa "Ces distances résultent de l'instruction de la demande d'autorisation et de l'examen de l'étude des dangers."</p> <p>Les dispositions du point III (sauf le dernier alinéa) du point 2 de l'annexe II sont applicables au 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré est inférieure à 10 m<sup>3</sup> de matières ou produits combustibles et à 1 m<sup>3</sup> de matières, produits ou déchets inflammables.</p>
3	<p>Aux dispositions des points 3.2 à 3.4 de <a href="#">l'annexe II</a> se substituent les dispositions suivantes :</p> <p>" L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum. Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, des aires de mise en station des moyens aériens sont prévus pour chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. "</p>
4	<p>L'alinéa " L'ensemble de la structure est a minima r 15 " n'est pas applicable. Aux alinéas « Les isolants thermiques (ou l'isolant thermique s'il n'y a en qu'un) sont de classe A2 s1 d0. à défaut, le système " support + isolants » est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après :  - l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 mj/kg ;  - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un pcs inférieur ou égal à 8,4 mj/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de pcs inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. » se substitue l'alinéa « en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 s1 d0 ou B s1 d0 de pouvoir calorifique supérieur (pcs) inférieur ou égal à 8,4 mj/kg. cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur. "</p>

	La dernière phrase de l'alinéa "Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60." n'est pas applicable aux entrepôts dotés d'un système d'extinction automatique d'incendie.
5	« Aux phrases "Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés." se substitue la phrase "Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment." « Le point 5.1 n'est pas applicable. »
7	Aux dispositions du point 7 se substituent les dispositions suivantes : " La surface maximale des cellules est égale à 3 000 mètres carrés en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie et à 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté à la nature des produits stockés. La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. Dans le cas où, dans une cellule, un niveau comporte plusieurs mezzanines, l'exploitant démontre, par une étude, que ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie. Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie. "
11	Aux alinéas " Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule, la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé. Le volume nécessaire au confinement peut alternativement être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition Août 2004). "se substitue l'alinéa " Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé notamment au vu de l'étude de dangers en fonction de la rapidité d'intervention et des moyens d'intervention ainsi que de la nature des matières stockées, et mentionné dans l'arrêté préfectoral. "
12	Les mots : " , et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées " ne sont pas applicables. La deuxième phrase est applicable au 1er janvier 2018.
13	Les mots : " Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des

	services d'incendie et de secours). " ne sont pas applicables.
27	Les dispositions du point 27 ne sont pas applicables.

## ARTICLE 8 – DIFFUSION ET PUBLICITÉ DE L'AUTORISATION

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN fait connaître par procès-verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne – DDT – Service Environnement – Pôle ICPE – 50 boulevard de Lyon 02011 LAON cedex – l'accomplissement de cette formalité.

Une copie de l'arrêté sera également adressée à chaque commune consultée et publié sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX :  
1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage ou de la publication de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

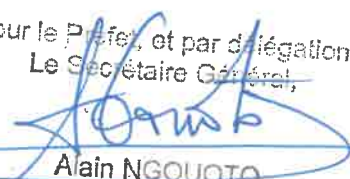
Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours, les tiers intéressés sont tenus de notifier le recours à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours suivant le dépôt du recours contentieux auprès de la juridiction ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARTICLE 10 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, la sous-préfète de l'arrondissement de Soissons, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de la commune de VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN et à la société KUEHNE + NAGEL.

À Laon, le 22 NOV. 2024

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
  
Alain NGOUOTO